

La N-VA veut créer des flexi-jobs pour les malades de longue durée

La création d'emplois flexibles devrait convaincre les entreprises d'employer des malades, estiment les nationalistes flamands.

JASPER D'HOORE

La N-VA souhaite offrir aux malades de longue durée des emplois flexibles comparables à ceux que l'on trouve dans l'horeca, afin de les aider à se réintégrer sur le marché de l'emploi. Pour le plus grand parti du pays, ceux qui sont en arrêt maladie depuis plus d'un an devraient avoir la possibilité de travailler quelques heures par semaine, tout en conservant leurs allocations de remplacement. *«Cela permettrait de sortir ces personnes de leur isolement et de leur donner la possibilité, à terme, de reprendre un travail à temps plein»*, a déclaré le député Jan Spooren.

Avec ce projet, la N-VA souhaite apporter une réponse à l'explosion du nombre de malades de longue durée, qui vient de battre un nouveau record. Le gouvernement Michel essaie de freiner cette hausse en proposant un travail adapté aux malades de longue durée jugés aptes par les médecins. Les experts du marché de l'emploi craignent

que ce type de réintégration ne soit un coup d'épée dans l'eau, car les entreprises ne se montrent pas enthousiastes à l'idée d'embaucher des malades de longue durée.

Cadre flexible

Par la création de ces emplois de réintégration, la N-VA espère convaincre les entreprises de donner une chance à ces travailleurs. Pour y arriver, le parti souhaite définir un cadre flexible: les entreprises ne devraient payer que les heures prestées, elles pourraient mettre fin à tout moment à la collaboration, et elles ne devraient payer aucun salaire garanti en cas de rechute.

«Il est important que les malades puissent décider eux-mêmes de reprendre le travail et du nombre d'heures prestées», explique Spooren. *«Ils ne subiront aucune pression, puisqu'ils conserveront leurs allocations de remplacement»*. Le projet prévoit certaines limites afin d'éviter que les malades de longue durée restent trop longtemps dans le système, ou que des entreprises abusent de ce dispositif pour faire baisser leurs coûts salariaux.

La N-VA compte présenter ce projet prochainement à ses partenaires de coalition, aux syndicats et aux organisations patronales.

«Les malades ne subiront aucune pression puisqu'ils conserveront leurs allocations de remplacement.»

JAN SPOOREN
DÉPUTÉ N-VA